



**RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES EN FRANÇAIS**  
**Bureau Afrique de l'Ouest**  
**Agence universitaire de la Francophonie**

**Appel d'offres régional 2011**  
**DOCUMENT DE PRÉSENTATION GÉNÉRALE**  
 Date limite de dépôt des candidatures : **08 avril 2011**

**DOCUMENT DE PRÉSENTATION**

Ce document fournit les informations nécessaires au dépôt d'un dossier dans le cadre du projet "Renforcement des compétences en français".

Le présent appel d'offre s'adresse aux institutions membres de l'AUF en Afrique de l'Ouest ([www.auf.org/membres](http://www.auf.org/membres)), dont des équipes travaillant dans le domaine des études françaises souhaitent s'engager dans des projets mobilisateurs et structurants pour lesquels elles sont disposées à s'associer à des partenaires qui sont ou non dans la région Afrique de l'Ouest. Au sein des unités de formation et de recherche, des départements d'études françaises et des centres de langues, les groupes cibles sont par exemple les suivants : équipes académiques, filières francophones, laboratoires de langues, laboratoires de recherche.

L'appel s'inscrit dans l'objectif stratégique « Faire de la communauté scientifique francophone, une référence sur la scène internationale ».

Le dossier de candidature est disponible sur le site du Bureau régional Afrique de l'Ouest de l'AUF : <http://www.auf.org/regions/afrique-ouest/appels-d-offres/renforcementfrancais.html>.

Une version numérique du formulaire de candidature dûment rempli et ses annexes doit être transmis à l'adresse suivante : [appel-projets-bao@auf.org](mailto:appel-projets-bao@auf.org) au plus tard le 08 avril 2011.

Un original du dossier complet doit être déposé au campus numérique francophone le plus proche (voir, à ce sujet, la page 7 de ce document) ou transmis au Bureau Afrique de l'Ouest de l'AUF à Dakar au plus tard le 8 avril 2011.

**1. CADRE GÉNÉRAL DU PROJET**

A travers sa programmation quadriennale sur la période 2010-2013, l'Agence continue de contribuer à relever les défis persistants ou émergents centrés sur les thématiques prioritaires suivantes : (1) Langue française, diversité culturelle et linguistique ; (2) État de droit, démocratie et société ; (3) Environnement, eau, énergie, climat ; (4) Développement durable et bien-être des populations ; Lutte contre la pauvreté et innovation en santé publique ; (5) Économie de la connaissance ; (6) Expertise et innovation pour l'enseignement supérieur ; (7) Connaissance de la Francophonie.

Trois objectifs stratégiques sont définis :

- soutenir les stratégies de développement des établissements membres ;
- faire de la communauté scientifique francophone une référence sur la scène internationale ;
- faire émerger une génération d'enseignants, de chercheurs, d'experts et de professionnels, acteurs du développement.

Conformément à la politique scientifique de l'Agence, ces objectifs devraient permettre de :

- accompagner les projets institutionnels des établissements ;
- renforcer les capacités des établissements membres ;
- renforcer les capacités des établissements par la coopération scientifique ;
- appuyer la langue française et le développement de la Francophonie ;
- développer la coopération universitaire pour la formation et/ou la recherche ;
- valoriser les ressources pédagogiques et scientifiques ;
- former les acteurs du développement par le renforcement des capacités individuelles ;
- valoriser les bénéficiaires et les intégrer dans l'environnement économique.

En 2011, la mise en œuvre de cette programmation en Afrique de l'Ouest s'appuie sur des projets sur sept projets mobilisateurs et structurants.

- « Gouvernance universitaire en Afrique de l'Ouest » avec deux composantes : (1) l'appui à la mise en œuvre du système LMD, (2) la veille universitaire ;
- « Renforcement de l'accès à l'information scientifique et technique, de la production de nouveaux contenus par les Campus numériques francophones et les campus numériques partenaires ; Les nouvelles Formations ouvertes et à distance (FOAD) » ;
- « Horizons francophones » déjà en cours et qui comporte, dans sa phase expérimentale, trois composantes : (1) sciences de l'eau : usages, qualité, protection et ingénierie ; (2) santé et productions animales ; qualité des aliments de l'homme et (3) sciences économiques et développement ;
- « Renforcement des compétences en français » ;
- « Soutien aux formations d'excellence et professionnalisantes » ;
- « Stimulation et valorisation de la recherche » ;
- « Insertion des jeunes diplômés ».

Il convient de souligner que les principales thématiques de la région Afrique de l'Ouest sont les suivantes : (1) eau, assainissement et gestion des pollutions ; (2) énergie ; (3) éducation et systèmes éducatifs ; (4) environnement et santé ; (5) agroforesterie et élevage ; (6) développement et société ; (7) gouvernance ; (8) langue française ; (9) technologies de l'information et de la communication.

## 2. CONTEXTE DE L'APPEL D'OFFRES

Dans l'espace francophone de l'Afrique subsaharienne, le français, langue officielle dans la plupart des pays, est langue des apprentissages depuis l'école primaire. Elle est langue de scolarisation et langue des universités. Elle est rarement la langue maternelle des locuteurs et scripteurs. Plus encore que dans d'autres espaces linguistiques francophones, sa maîtrise est loin d'être un acquis définitif.

Régulièrement, le constat des faiblesses dont témoignent les travaux d'élèves, de lycéens ou d'étudiants font l'objet d'inquiétudes, de remises en question, ou de mesures, tant des pouvoirs publics dans leurs politiques éducatives, que des responsables de coopération dans leurs programmes d'appui.

A l'université, les étudiants francophones d'Afrique trouvent-ils toujours les structures adaptées pour renforcer leurs compétences linguistiques ? Développer une argumentation orale ou rédiger un article scientifique en français nécessite des compétences qui ne s'acquièrent pas toujours spontanément.

Les meilleurs résultats scientifiques peuvent être hypothéqués par une trop faible qualité linguistique. D'où les questions suivantes :

- de quels recours dispose l'université en ce domaine (actions, ressources humaines, dispositifs, budgets) ?
- que peuvent développer les filières d'études françaises, les centres de FLE et à quelles conditions ?

Par ailleurs, se pose la question de la professionnalisation des départements universitaires de français. Deux pistes sont régulièrement évoquées dans le cadre du LMD qui doit permettre la mise en œuvre de parcours de formation diversifiés :

- le renforcement de la professionnalisation pour les débouchés considérés comme « naturels » pour ces départements ;
- l'ouverture beaucoup plus large vers d'autres débouchés qui convoquent également d'autres disciplines.

La première option offre des débouchés professionnels relativement limités mais elle correspond aux missions classiques de ces départements qui doivent être modernisées, adaptées aux besoins d'aujourd'hui et aux priorités régionales en matière de développement. Elle doit s'articuler notamment sur les politiques éducatives et les réformes de

l'appareil éducatif des états. Elle rejoint les questions de rénovation des curriculums de l'enseignement et de la formation des formateurs dans les écoles normales supérieures.

La seconde permet d'envisager des débouchés plus larges, souvent plus attractifs, plus « porteurs » que les précédents. Les unités d'enseignement issues des filières d'études francophones peuvent alors venir en renforcement à d'autres filières professionnalisantes dans d'autres disciplines. La création de formations bivalentes peut également s'inscrire dans ce processus de professionnalisation.

- Comment les universités peuvent-elles faire évoluer le taux d'employabilité des étudiants sortant des filières d'études francophones ?
- Quels nouveaux cursus bivalents pour quels besoins ?

La communauté mondiale de plus de 8000 chercheurs organisée par l'AUF a produit, au cours de ces dernières années, des travaux auxquels n'a participé qu'une infime partie des chercheurs de la région, ce qui ne permet pas au contexte africain subsaharien de s'exprimer. Plusieurs problèmes se posent :

- la reconnaissance de l'activité de recherche dans la charge de travail des universitaires;
- la recherche des financements des actions de recherche ;
- la structuration de l'activité de recherche entre le projet individuel, l'émergence d'équipes, leur intégration institutionnelle, leur valorisation régionale et internationale.

Les chercheurs en éducation, en linguistique, en sociolinguistique, en didactique, en francophonie et dans d'autres aires linguistiques ont largement montré que l'apprentissage des langues et le développement harmonieux des compétences ne peut être déconnecté de la connaissance et de la mise en valeur des langues en contact dans le milieu social. La prise en compte du plurilinguisme dans les sociétés africaines est un élément primordial pour la réflexion sur les questions de langue.

Les centres universitaires d'enseignement des langues qui accueillent des publics très divers, pas seulement anglophones ou lusophones mais aussi francophones, ont développé des modèles pédagogiques ainsi qu'une réflexion sur la place du français langue seconde. Leur association en réseau devrait permettre d'élaborer une politique régionale de service linguistique universitaire.

- Comment mettre à profit la masse critique de production scientifique déjà existante ?
- Dans quelles directions faut-il stimuler les projets de recherche à venir et dans quel but ?
- Comment la recherche peut-elle aider à développer des dispositifs et produire des outils d'équipement pour l'enseignement de la langue sur des objectifs et des compétences variables ?

Toutes ces questions démontrent l'intérêt du présent appel d'offres.

### 3. PRIORITES DE L'APPEL D'OFFRES

L'objectif général des projets qui seront retenus à la suite de cet appel d'offres, devra être de permettre une meilleure appropriation des compétences en français adaptées aux besoins des différentes disciplines et des possibilités d'emploi, au cours de la formation universitaire.

De manière plus spécifique, il s'agit de soutenir :

**a) le décloisonnement des départements d'études françaises** visant à : (1) élargir les filières d'études françaises ; (2) transformer le profil de sortie de l'étudiant ; (3) diversifier des filières et des programmes pour impulser une dynamique nouvelle ; (4) valoriser l'image des études de langues et de littératures ; (5) ouvrir un espace inter et intra-universitaire.

**b) l'harmonisation des curriculums dans le cadre de la réforme Licence Master Doctorat** pour : (1) soutenir la mobilité des étudiants et des enseignants-chercheurs ; (2) promouvoir l'équivalence des diplômes ; (3) soutenir le développement de divers types de compétences en adéquation avec les besoins sociaux ; (5) contribuer à la garantie de la qualité des enseignements.

**c) l'enseignement du/en français en milieu bi/multilingue** dans le but de : (1) contribuer à l'amélioration de la

maîtrise du français chez les étudiants de manière à réduire les échecs et améliorer la qualité des productions écrites et orales ; (2) contribuer à mettre en place une unité de renforcement et de perfectionnement en français sur objectifs universitaires, partant des besoins réels des étudiants pour accomplir leur « métier d'étudiant francophone » ; (3) renforcer des compétences dans la compréhension des discours oraux et écrits liés à l'université : cours magistraux, prise de notes, écriture normée (dissertation, synthèse, étude de cas, fiche de lecture, courrier institutionnel, écrits longs, mémoire...) et dans la production des discours oraux universitaires (parole synthétique, exposé oral...) ; (4) proposer un renforcement des compétences linguistiques sur objectifs disciplinaires ; (5) développer et généraliser la formation en didactique du français en contexte multilingue.

**d) les innovations et la professionnalisation** pour : (1) ajuster le profil des étudiants aux besoins de l'emploi en ayant identifié au préalable de nouveaux débouchés ; (2) rendre effective la mise en œuvre du système LMD dans les études françaises ; (3) élaborer des méthodes et outils appropriés

#### 4. CARACTERISTIQUES DU PROJET

##### 4.1) Renvoi au formulaire de candidature

Le projet soumis à l'Agence devra se conformer au plan de présentation contenu dans le formulaire de candidature.

##### 4.2) Durée du projet, financement et types d'activités

La durée du projet ne saurait excéder deux ans.

Les soutiens financiers, accordés par l'Agence à un projet dans le cadre du « Renforcement des compétences en français », varient de 20000 à 30000 euros et concernent les types d'activités suivantes :

- Missions de coopération scientifique : ce sont des missions d'appui, d'enseignement ou d'expertise, d'une durée maximale de 14 jours, qui permettent aux établissements d'accueil de recevoir un enseignant pour effectuer un cours, un soutien, une expertise, une conférence.
- Bourses de perfectionnement à la formation : ces mobilités sont destinées aux enseignants ou enseignants-chercheurs et leur permettent d'effectuer à l'extérieur de leur pays un perfectionnement ayant trait à des objectifs pédagogiques ou de réadapter le contenu de leur enseignement. La priorité est donnée aux mobilités sud-sud, puis aux mobilités sud-nord (d'une université du sud vers une université du nord). Cette mobilité ne concerne pas les post doctorants. Les bourses de perfectionnement à la formation sont accordées pour une durée de 2 à 4 mois.
- Bourses de perfectionnement à la recherche : ces mobilités sont destinées aux enseignants ou enseignants-chercheurs qui désirent effectuer un perfectionnement en matière de recherche à l'extérieur de leur pays; leur durée ne saurait excéder 4 mois.
- Manifestations scientifiques : elles ont pour finalité de promouvoir la science en français et d'apporter un soutien aux réseaux et scientifiques qui démultiplient la coopération universitaire francophone, contribuent à son rayonnement international et renforcent la solidarité et le partage des savoirs entre les établissements universitaires, dans le cadre de cette mission spécifique, le soutien de l'AUF se traduit par un appui aux manifestations scientifiques s'attachant à promouvoir : (i) la participation de scientifiques du Sud et apportant une contribution à la manifestation (communication en français qui donnera lieu à une publication dans les actes de la manifestation; (ii) l'édition et la diffusion des actes en français de (préférence sur support électronique CD-ROM ou Internet) ; (iii) la promotion de la langue française dans des manifestations scientifiques multilingues (traduction, interprétariat, etc)
- Édition et diffusion : il s'agit par exemple de l'édition et de la diffusion des résultats des recherches entreprises.
- Achats documentaires.
- Mobilier et équipement non informatique (au maximum 15% de la subvention accordée par l'Agence peut y être consacré).

Les activités doivent être planifiées au maximum sur deux années académiques. Dès la conception, une bonne collaboration avec les services budgétaires et comptables de l'institution d'appartenance du porteur de projet et de

l'Agence est fortement recommandée.

Les bourses accordées comprennent exclusivement et au maximum :

- **un titre de transport** émis par l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) et mis à la disposition du (de la) boursier(ère), lui permettant d'effectuer le voyage de son pays d'origine au pays d'accueil, et retour.
- **une indemnité mensuelle forfaitaire** établie en fonction du niveau de vie dans la région d'accueil, versée dans la limite de la durée de la bourse accordée et sous réserve de confirmation par l'établissement d'accueil de l'assiduité du (de la) boursier(ère). Toute autre dépense (frais de scolarité, droits d'inscription, logement, visa, vaccination...) est à la charge du (de la) boursier(ère).
- **une indemnité forfaitaire d'installation** versée en une fois au début de la mobilité. Elle aide le(la) boursier(ère) à faire face aux dépenses particulières liées à son installation. Cette rubrique ne concerne que les bourses de doctorat, les bourses de master et les bourses post-doctorales.
- **une assurance-maladie**, accident et rapatriement, obligatoire dans le pays d'accueil. Elle est contractée par l'AUF dans sa totalité ou en complément de l'assurance obligatoire qui peut être exigée par l'université d'accueil.

#### 4.3) Procédure de sélection

Le Bureau régional reçoit les dossiers et juge de leur recevabilité administrative. Il soumet l'analyse des dossiers recevables à des experts indépendants désignés par la Commission régionale d'experts (CRE) du Bureau Afrique de l'Ouest, laquelle classe ensuite les dossiers en fonction de l'opportunité et des impacts attendus pour les universités de la région et leurs équipes.

Après la validation de la sélection par le Recteur de l'Agence, le Bureau régional informe les candidats de sa région du résultat de la sélection et procède à la signature des conventions pour les propositions approuvées par l'Agence.

Lorsqu'un dossier est retenu, une lettre de notification et une convention indiquant les types de soutiens accordés et précisant les modalités des engagements financiers sont adressées au plus haut responsable de l'Université ou de l'institution responsable du projet.

La mise en œuvre du soutien de l'AUF, le suivi et l'évaluation du projet sont assurés par son Bureau Afrique de l'Ouest, en relation avec la Commission régionale d'experts.

**Une priorité absolue est accordée aux projets mobilisant plusieurs membres de l'Agence de la région Afrique de l'Ouest ainsi qu'au delà, et des ressources complémentaires à celles que pourrait attribuer l'Agence à ce projet.**

#### 4.4) Constitution du dossier

Le dossier complet doit comprendre :

- le formulaire de candidature dûment rempli et signé par l'institution d'origine du porteur de projet et par les partenaires (ou à défaut des lettres d'engagement signées par la plus haute autorité des institutions partenaires, ou par l'autorité en charge des relations internationales dans l'institution) ;
- le descriptif du projet présenté par le porteur de projet;
- un document descriptif du ou (des) programme(s) de formation et/ou de recherche dans le (les)quel(s) s'insère le projet
- les curriculum-vitae du porteur et des membres de l'équipe du projet

Le porteur de projet est la personne qui sera en charge de la coordination du projet au sein de l'institution en charge de l'administration dudit projet; il peut s'agir ici d'un chef d'équipe, d'un directeur de laboratoire, d'un directeur d'école ou de formation doctorale etc.

#### 4.5) Calendrier

Le calendrier de l'appel d'offre se présente comme suit :

21 Février 2011 : Lancement de l'appel d'offre

8 Avril 2011 : Clôture de l'appel d'offres

8-29 Avril 2011 : Examen de la recevabilité, expertise des dossiers et classement par la Commission régionale d'Experts

15 mai 2011 : Décision du Recteur de l'AUF

16 Mai 2011 : Signature des conventions  
 31 Mai 2013 : Fin du projet.

### Caractéristiques générales des catégories de bourses

<i>Type de bourse</i>	<b>Durée minimale</b>	<b>Durée maximale</b>	<b>Montant mensualité au Nord / au Sud</b>	<b>Montant Prime installation au Nord / au Sud</b>	<b>Modalités particulières</b>
Bourse de perfectionnement en formation	2 mois	4 mois	900 € (N) 775 € (S)		Réservée aux enseignants-chercheurs.
Bourse de perfectionnement en recherche (hors post-doc)	2 mois	4 mois	900 € (N) 775 € (S)		Réservée aux enseignants-chercheurs.
Bourses de contribution à manifestations scientifiques	2 jours	5 jours	140 € (N) 110 € (S)		Réservée aux enseignants-chercheurs.
Mission de coopération scientifique / Mission d'appui et d'enseignement	3 jours	14 jours	45 € /jour ; hébergement et honoraires de cours à la charge de l'établissement d'accueil.		Réservée aux enseignants-chercheurs.
Mission de coopération scientifique (hors mission d'enseignement)	2 jours	7 jours	140 € (N)		Réservée aux enseignants-chercheurs.

**Bureau Afrique de l'Ouest de l'AUF**  
**B.P. 10017 - Dakar-Liberté - Sénégal**

Téléphone : +221 33 824 29 27 ; Télécopie : +221 33 825 34 58

[afrique-ouest@auf.org](mailto:afrique-ouest@auf.org)

**Site Web :** <http://www.afrique-ouest.auf.org>

**Pour toutes informations complémentaires, écrire à l'adresse ci-dessous**

[appel-projets-bao@auf.org](mailto:appel-projets-bao@auf.org)

**Date limite de réception des candidatures : 08 avril 2011**

**AUTRES IMPLANTATIONS DE L'AUF EN AFRIQUE DEL'OUEST**

**Bénin**

Campus numérique francophone de **Cotonou**  
 Cadjéhoun – Campus universitaire d'Abomey-Calavi  
 04 B.P. 1155 – Cotonou – Bénin  
 Téléphone : +229 21 35 06 42  
 Télécopie : +229 21 35 06 32  
[info@bj.auf.org](mailto:info@bj.auf.org)

**Mauritanie**

Campus numérique francophone de **Nouakchott**  
 Bibliothèque Universitaire, Université de Nouakchott  
 B.P. 5190 – Nouakchott - Mauritanie  
 Téléphone : +222 525 81 58  
 Télécopie : +222 525 80 04  
[info@mr.auf.org](mailto:info@mr.auf.org)

**Burkina Faso**

Campus numérique francophone de **Ouagadougou**  
 2ème étage du bâtiment belge de l'UFR/SJP  
 Université de Ouagadougou  
 01 B.P. 4416 - Ouagadougou 01 - Burkina Faso  
 Téléphone : +226 50 31 61 88  
 Télécopie : +226 50 31 61 90  
[info@bf.auf.org](mailto:info@bf.auf.org)

**Niger**

Campus numérique francophone de **Niamey**  
 Université Abdou Moumouni, Faculté d'Agronomie  
 Rive droite, quartier Harobanda  
 B.P. 13455 - 01 Niamey - Niger  
 Téléphone : +227 20 31 70 20  
 Télécopie : +227 20 31 60 21  
[info@ne.auf.org](mailto:info@ne.auf.org)

**Côte d'Ivoire**

Campus numérique francophone de **Abidjan**  
 Boulevard de l'Université - Université de Cocody  
 22 B.P. 450 - Abidjan 22 - Côte d'Ivoire  
 Téléphone : +225 22 44 93 39  
 Télécopie : +225 22 44 93 48  
[info.ci.auf.org](mailto:info.ci.auf.org)

**Sénégal**

Campus numérique francophone de **Dakar**  
 Université Cheikh Anta Diop  
 B.P. 10017 - Dakar-Liberté - Sénégal  
 Téléphone : +221 33 824 29 27  
 Télécopie : +221 33 825 34 58  
[afrique-ouest@auf.org](mailto:afrique-ouest@auf.org)

**Guinée**

Centre d'accès à l'information de **Conakry**  
 Rue DI 254, Route de Donka - Université de Conakry  
 Bâtiment principal, 3e étage, salle 330  
 B.P. 159 - Conakry - Guinée  
 Téléphone : + 224 62 39 55 94  
[cai@gn.refer.org](mailto:cai@gn.refer.org)

**Sénégal (suite)**

Antenne du Campus numérique francophone de Dakar  
 à Saint-Louis  
 Université Gaston Berger  
 Rez de chaussée de la bibliothèque universitaire  
 B.P. 5408 Sor – Saint-Louis – Sénégal  
 Téléphone : +221 33 961 98 29  
 Télécopie : +221 33 961 98 29  
[afrique-ouest@auf.org](mailto:afrique-ouest@auf.org)

**Mali**

Campus numérique francophone de **Bamako**  
 Faculté des Sciences et Techniques,  
 Université de Bamako  
 Colline de Badalabougou, ancien Lycée Badala  
 B.P. E 28 11 – FAST - Bamako - Mali  
 Téléphone : +223 20 22 35 16  
[info@ml.refer.org](mailto:info@ml.refer.org)

**Togo**

Campus numérique francophone de **Lomé**  
 Route de Tsévié - Campus universitaire de Lomé  
 Côté ouest de la Bibliothèque universitaire  
 B.P. 20 165 – Lomé - Togo  
 Téléphone : +228 225 13 61  
 Télécopie : +228 225 13 59  
[cnf@tg.refer.org](mailto:cnf@tg.refer.org)